



Étudiants en train d'arroser des semis à l'école rurale de Tombontsoa près d'Antsirabe, un institut de formation agricole géré par l'Église luthérienne malgache.  
© LWF/T.Reuhkala

## Département de mission et de développement (DMD)

---

Le DMD dispose de quatre Secrétariats régionaux, chargés de responsabilités spécifiques pour l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes. Quatre Secrétariats traitent de questions à l'échelle mondiale: les Femmes dans l'Église et la société (WICAS), les Jeunes dans l'Église et la société (YICAS), la Consultation pour une éducation et une communication chrétiennes et le Développement des ressources humaines (bourses et formation des cadres). Il existe encore deux

bureaux chargés de questions administratives liées à l'exécution des projets (pour la coordination, la mise en œuvre et le suivi), trois bureaux pour l'expression régionale et le Bureau du Directeur.

### Ensemble dans la mission de Dieu

Le DMD s'est efforcé d'accompagner les Églises membres de la FLM dans les efforts qu'elles déploient

pour participer à la mission de Dieu dans le monde. Il s'est aussi efforcé de changer la pratique et la compréhension de la mission: il y a eu un glissement de paradigme entre le concept de la mission en tant que « mission de l'Église » et le concept de « mission de Dieu » – être appelé et envoyé par Dieu pour participer à Sa mission dans le monde. Les programmes et les projets du DMD visent à créer les capacités et les compétences, à approfondir et élargir la compréhension de la mission, et à offrir des ressources financières, matérielles et humaines.

Répondant à l'engagement pris à la 9<sup>e</sup> Assemblée de « renforcer nos efforts missionnaires et missiologiques », le DMD a poursuivi ses efforts pour approfondir et élargir les études et la réflexion missiologiques. Les défis du 21<sup>e</sup> siècle (par exemple l'internet, l'« Église virtuelle », la mondialisation) requièrent une pensée créatrice et de nouveaux partenariats.



Antenne missionnaire aux Monts Pare, Tanzanie.  
© LWF/M.Stasius

### Consultations sur la mission universelle

En octobre 1998. Le DMD a parrainé à Nairobi une consultation sur les Églises et la mission, sur le thème « À l'aube du troisième millénaire: ensemble dans la mission de Dieu ». La consultation a abordé, entre maintes questions cruciales, celle de l'importance d'une compréhension holistique de la mission et de son caractère transformationnel et dialogique. Lors de sa réunion de 1999, le Conseil a débattu des conclusions et recommandations de la consultation, puis les a transmises aux Églises membres pour complément d'étude. Elle a également invité le Secré-

taire général à faciliter la mise en œuvre des recommandations.

De 1999 à 2003, plusieurs consultations, ateliers et séminaires relatifs à la mission ont été organisés suite aux recommandations de la consultation sur la mission de Nairobi. En octobre 1999, le DMD a parrainé à Addis Abeba un atelier de planification stratégique sur les ministères dans les villes. L'atelier a révélé l'existence d'un réel besoin: la FLM et ses Églises membres doivent absolument élaborer un nouveau paradigme de ministère urbain holistique. Quel que soit le continent, les contextes de la mission en milieu urbain présentent des caractéristiques communes: migrations, chômage, pauvreté, violence et intensification de la diversité religieuse et culturelle. 40 participants de 27 pays ont partagé des expériences et des modèles de travail qui ont fait leurs preuves dans le contexte de la ville. La planification stratégique pour 2000 et au-delà a été élaborée en petits groupes pour les sept régions de la FLM.

### Consultations régionales sur la mission

La consultation sur la mission de Nairobi a recommandé que le DMD « favorise le débat et l'étude pour aider les partenaires de la mission à faire face aux nouveaux contextes de la mission ». Pour faire suite à ce vœu, des consultations sur la mission ont été organisées en Asie, en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe.

Une consultation a été organisée en octobre 2000 à Bangkok à l'intention des partenaires de la mission de la région du Mékong. Cette manifestation poursuivait trois objectifs: permettre aux partenaires d'échanger des informations sur leurs activités de mission, analyser sous un angle critique les défis et les débouchés possibles de la mission dans la région en affinant la connaissance de chaque pays et dresser des plans de mission conjoints. Un comité de suivi a été chargé de donner suite à ces recommandations et d'évaluer la possibilité de créer un centre de recherche œcuménique sur la mission pour accompagner le travail dans la région du Mékong. En effet, ce centre semble être nécessaire au vu du contexte culturel et religieux de la région. Une deuxième consultation a eu lieu en juin 2002.

Un séminaire sur la mission a été organisé en octobre 2000 à Kota Kinabalu à l'intention

des Églises membres de l'Asie sur le thème « la mission dans le contexte asiatique pour le Troisième millénaire ». Le séminaire a développé les constatations de la consultation de Nairobi et analysé la façon dont la compréhension et les modalités de la mission évoluent chez ceux qui la pratiquent. Elle a instamment appelé les Églises à considérer la transformation comme un impératif de la mission, à approfondir leur engagement envers la communion dans la mission, et à élargir leur connaissance et leur pratique de la diaconie afin de répondre aux besoins de la mission dans leurs contextes divers.

La consultation régionale organisée en novembre 2000 à Winnipeg a lancé un débat sur le thème « Communion luthérienne et mission » en Amérique du Nord. La consultation a permis de constater que confiance et relationnel constituent les problèmes fondamentaux auxquels se heurtent les Églises et les congrégations dans leur œuvre de mission.

En octobre 2001, le DMD a parrainé une consultation à Bogota sur le thème « Qu'ils reçoivent la vie en abondance ». La consultation a analysé les résultats de la consultation sur la mission de Nairobi et mené une réflexion sur les problèmes propres à la région, tels que la violence, les groupes émergents, le dialogue œcuménique, la diaconie et la spiritualité. Elle a réaffirmé la valeur d'une approche holistique de la mission et rappelé que le phénomène de la migration et les migrants constituent un défi de première grandeur pour la mission holistique des Églises en Amérique latine.

« Être une communion dans la mission », tel était le thème de la consultation sur la mission pour les Églises membres en Europe qui s'est déroulée en Novembre 2002 à Riga. Ce thème était débattu par rapport à l'Église en tant que communauté, par rapport à la société en général et par rapport à la communauté œcuménique des Églises.

### Formation à la mission

La consultation sur la mission de Nairobi a recommandé que la formation à la mission soit dispensée aux Églises membres dans des séminaires de théologie reconnus. Les Églises luthériennes d'Asie considèrent que la mission se doit, en priorité, d'aller vers les autres. Lors de la Con-



Candidats à la formation à la mission rassemblés à Kota Kinabalu, en Malaisie.  
© LWF/G.Harahap

férence asiatique des dirigeants ecclésiastiques, qui s'est déroulée en 1999 en Inde, le Collège Luthérien de Théologie de Gurukul Chennai et le Séminaire théologique Sabah de Kota Kinabalu ont été désignés comme pôles de la formation à la mission en Asie. Le programme de formation et le contenu des études ont été définis lors du séminaire sur la mission organisé en octobre 2000 à Kota Kinabalu. Des programmes ont été réalisés en 2001 et 2002. Ces cours de formation vont être poursuivis de façon à toucher la totalité des 46 Églises membres d'Asie en 2003.

Le programme a pour objectif d'approfondir la compréhension et la pratique de la mission dans les Églises membres luthériennes et de les soutenir, ainsi que leurs séminaires théologiques, pour qu'ils puissent créer des centres régionaux de formation à la mission. Ce programme, qui s'adresse au clergé comme aux laïcs, aux hommes comme aux femmes, vise à les équiper pour reconnaître et affronter les défis de la mission des Églises dans leurs contextes respectifs. Cette formation en internat est accompagnée d'un programme de mise en situation pratique.

### Document de mission de la FLM

La consultation sur la mission de Nairobi a également recommandé de revoir le document de mission de la FLM « Ensemble dans la mission de Dieu: une contribution de la FLM à la compréhension de la Mission » (novembre 1988). Ce document officiel doit répondre aux défis que représentent les bouleversements de la planète et faire avancer la réflexion sur la nouvelle compréhension et la nouvelle pratique de la mission. Il a pour but :





- d'aider les Églises luthériennes à mieux prendre conscience de la mission de Dieu et du rôle de l'Église en tant que corps du Christ.
- de jouer le rôle de ressource pour les Églises luthériennes dans leur auto-analyse et dans leur réaffirmation de la mission.
- d'augmenter la coopération avec la communion luthérienne et de promouvoir des entreprises conjointes avec d'autres Églises afin de réaliser un témoignage uni.
- de mieux préciser le sens de la mission et du dialogue ainsi que les rapports entre les deux.

Suite à la décision prise par le Conseil de revoir la déclaration « Ensemble dans la mission de Dieu », le Secrétaire général a constitué en 2000 une équipe chargée d'entreprendre cette révision. L'équipe a organisé une rencontre sur la mission à Berlin en avril 2001. Les débats portaient sur le contenu du document: les contextes, la théologie et la pratique de la mission. Un projet de document révisé a été partagé avec les Églises membres de la FLM, des institutions théologiques, les agences rattachées aux Églises et les organisations concernées par la mission. Le nouveau projet, présenté aux participants aux consultations

régionales pré-assemblée, sera discuté à l'occasion d'une audition publique ainsi que dans le groupe villages sur la mission de l'Église dans un contexte œcuménique lors de la 10e Assemblée de Winnipeg. Le texte définitif sera présenté au Conseil en 2004 pour approbation.

#### Le renforcement des capacités pour un développement durable

L'Église de la base, sur le terrain, s'est révélée être un agent très efficace de transformation sociale et de développement communautaire depuis des décennies. Les Églises membres de la FLM se sont efforcées d'habiliter les femmes et les hommes, les jeunes et les enfants, de construire des communautés justes, participatives et autonomes. Dans son accompagnement des Églises, le DMD conçoit son propre rôle comme une aide au renforcement de la capacité à se développer, au moyen de services consultatifs mis à la disposition de chaque Église, et de divers ateliers ou séminaires de formation.

En 1998, le DMD a organisé un atelier de renforcement des capacités à Genève. Les futurs programmes de développement du DMD se concentreront sur la nature, la signification et les incidences du développement dans un pays lourdement endetté du Sud. Quel type de développement est possible, viable, et durable ? Les programmes de développement peuvent-ils défaire

les effets négatifs d'une économie régressive mondialisée sur les pays réduits à l'indigence ?

#### Pour que l'Église puisse mieux jouer son rôle

Des ateliers régionaux sur le renforcement des capacités pour un développement durable ont été organisés en 1999 dans le cadre du suivi de l'atelier mondial tenu à Genève en 1998. La plupart des participants qui avaient reçu une formation à l'atelier de Genève ont joué un rôle de référents lors des ateliers régionaux organisés à Santiago du Chili en avril 1999, à Moshi en août 1999 et à Manille en septembre 1999. Les ateliers ont conduit une réflexion sur des thèmes tels que les raisons pour lesquelles l'Église s'implique dans les questions de développement, la planification stratégique, le développement des organisations, le développement durable, la participation communautaire ainsi que les activités de suivi et d'évaluation.

Les discussions, le travail de groupe et les études de cas entrepris par les participants lors de divers ateliers ont permis de mettre en lumière toutes les ressources et l'expertise présentes au sein des Églises membres, ainsi que leur engagement envers une mission de transformation au niveau de la base. L'échange et le partage des connaissances et des expériences entre les participants se sont poursuivis une fois les ateliers terminés. Certains référents ont été invités par d'autres Églises de la même région pour y assurer une formation en matière de renforcement des capacités.

#### La prise en compte des femmes pour une communion de tous les fidèles

##### *Les Églises disent non à la violence contre les femmes*

En 1999 le Conseil a résolu par un vote d'« encourager toutes les Églises membres à s'attaquer au douloureux problème de la violence contre les femmes, dans toutes ses manifestations et dans tous les contextes ». Il a chargé le Secrétariat 'Femmes dans l'Église et la société' (WICAS) de « proposer des formules qui permettraient d'accompagner les Églises dans leurs efforts pour traiter de cette question ». En réponse, le WICAS a élaboré un avant projet de texte intitulé: « Les Églises disent Non à la violence con-

tre les femmes » qui a été partagé et travaillé avec plusieurs groupes d'hommes et de femmes des Églises membres. En 2000, le Conseil a recommandé que ce projet soit distribué aux Églises membres, aux séminaires, aux groupes d'intérêt spéciaux et aux organisations œcuméniques. Ceux-ci ont été invités à répondre à ce projet de texte, à le compléter, à citer des manifestations locales de ce problème et à mettre en place des programmes d'action pour réduire la violence.

Certaines Églises ont confié ce travail à leurs groupes de défense des femmes. D'autres ont établi un comité spécial, ou chargé un de leurs membres d'étudier le document. D'autres encore l'ont traduit pour en accroître la portée. Un petit nombre de dirigeants ecclésiastiques au niveau national et régional ont pris le temps de répondre. À la quasi-unanimité, tant la communion luthérienne que les milieux œcuméniques ont demandé une diffusion plus généralisée de ce document. Certains groupes de femmes en ont fait l'axe central de leurs programmes et de leurs séminaires. Dans leurs réactions, les répondants souscrivent à cette prise de position et félicitent la FLM de la façon concertée dont elle conduit ce processus. Ils ont envoyé au WICAS des contributions d'ordre général ou théologique, psychologique et culturel, ainsi que des descriptions de l'action positive déjà entreprise par les Églises. Certaines Églises ont d'ores et déjà formulé des programmes et des projets pour répondre aux re-



---

commandations du document. Une ou deux Églises font valoir que certains des aspects mondiaux du problème, tels que les décrit le document, ne sont pas forcément pertinents dans leur contexte. Une Église a même fait l'effort de modifier le document pour l'adapter à son contexte.

Les coordonnateurs de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont organisé une consultation internationale sur le thème de « Comment rompre le silence de la violence contre les femmes et les enfants ». Des groupes de femmes en Slovaquie, en Jordanie, en Inde, en Indonésie, au Brésil, en Allemagne et en Argentine ont organisé des séminaires approfondis sur ce problème et ont demandé à la FLM d'employer ses connaissances pour renouveler les efforts déployés pour lutter contre ce problème, en concertation avec d'autres institutions et d'autres organisations, et de consacrer à cette activité des ressources suffisantes pour assurer à la fois une réponse immédiate et à long terme.

En 2001, tous les comités de programmes et comités permanents du Conseil ont analysé le projet de texte. Le Conseil a décidé de prendre acte du document, sous réserve que les réactions et les compléments de texte proposés par les comités de programme, les comités permanents et les Églises membres de la FLM y soient intégrés chaque fois que cela serait possible. Le Conseil a créé un comité spécial, composé de cinq membres du Conseil, chargé d'analyser les modifications apportées à la lumière des réponses des Églises et d'approuver la teneur du document en vue de sa publication. Le Conseil a également décidé que la FLM « accompagnera les Églises membres qui souhaiteront traduire le document dans leurs langues locales et en facilitera la distribution à tous les responsables d'Églises, à l'encadrement laïque, aux pasteurs des congrégations de toutes les Églises membres, aux séminaires et aux femmes dirigeantes, ceci dans le cadre d'une action urgente ».

En 2001, toujours, le comité des projets a recommandé que « la violence contre les femmes bénéficie d'une attention prioritaire dans tous les projets ». Donnant suite à cette recommandation, le formulaire révisé de demande de projet du DMD précise explicitement que priorité sera donnée aux demandes portant sur le problème de la violence contre les femmes et sur les mesures qui permettront de la contrer.

Le document a été communiqué aux secrétaires généraux et aux dirigeants de toutes les communions chrétiennes mondiales, dans l'optique de la mobilisation d'un mouvement universel. Il doit également être transmis au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes afin de démontrer que la religion peut être un outil de libération: les réseaux d'Églises peuvent apporter une contribution concrète, active et stratégique au combat contre toutes les formes de violence exercées contre les femmes.

Pendant que les Églises réfléchissent à la question, le WICAS continue de renforcer les capacités dont disposent les groupes spéciaux et les organisations spécialisées pour lutter contre certaines formes locales de violence, telles que les mutilations sexuelles féminines, les trafics de femmes et d'enfants, ainsi que la violence domestique. Le WICAS se propose également d'aider les Églises qui en font la demande à traduire les documents dans les principales langues locales. En coopération avec les bureaux régionaux et les autres départements, il apportera son soutien à la diffusion locale de cette prise de position.

#### *Prise en compte systématique des problèmes génériques (égalité hommes/femmes)*

La prise en compte systématique des rôles joués par les hommes et les femmes doit contribuer à construire une communauté de foi holistique et ouverte, guérie et guérissante, où hommes et femmes ensemble pourront s'attaquer aux contraintes génériques qui imposent des limites, des rôles et des responsabilités à chacun d'entre nous, qu'il soit de sexe masculin ou féminin. Un manuel de formation à ces problèmes aiderait les congrégations à porter un nouveau regard sur tout ce qui, dans les structures sociales et culturelles, confine les femmes aux domaines traditionnels, et leur permettrait d'accompagner les hommes et les femmes dans leur analyse du contexte au sein duquel ils vivent et témoignent.

En 2000, le WICAS a créé un atelier chargé d'élaborer un Manuel sur l'égalité entre hommes et femmes. Ses conclusions ont été communiquées à l'ARM, dans l'espoir d'élaborer prochainement un module commun sur ce thème qui serait à la fois simple, bref et interactif. Destiné aux congrégations, ce module de formation serait publié conjointement dans un bref avenir.



---

### *Donner un contenu générique à l'enseignement de la théologie*

Une consultation sur le thème « Donner un contenu générique à l'enseignement de la théologie pour le changement » a été organisée en novembre 2001 à Montreux. Cette manifestation faisait suite à la consultation mondiale sur l'enseignement théologique organisée en août 1999 à Rome. Le but de cette consultation visait à la prise en compte systématique du genre dans la composition des programmes d'enseignement et dans la formation théologique en général. Depuis une vingtaine d'années, les théologiens féministes ont été particulièrement prolifiques et convaincants. Leurs immenses contributions doivent être intégrées aux disciplines théologiques afin de les rendre dynamiques et transformantes. La consultation a travaillé sur un guide qui permettrait d'intégrer les aspects génériques dans la théologie biblique, pratique et systématique, et qui rechercherait de nouvelles solutions à ce problème. Un groupe est chargé de poursuivre le travail entrepris sur les lignes directrices applicables aux programmes d'enseignement qui seront proposées à l'analyse des Églises et des séminaires. En mettant ces énergies en commun, il devrait être possible d'aboutir à une révision et à une reformulation de l'enseignement de la théologie qui prenne ses racines dans la réalité et qui proclame la vie.

### *Prise en compte systématique des aspects génériques dans la gestion des bourses*

Le recrutement et le développement des ressources humaines doit tenir compte de l'équilibre des sexes. Pour cette raison, la FLM encourage les Églises à présenter des candidates pour l'attribution de bourses. Cependant, vu la rareté des candidatures féminines à des bourses en théologie depuis de nombreuses années, un changement de politique a été jugé nécessaire. Les consignes en matière d'attribution de bourses prévoient désormais que 40 pour cent au moins des moyens disponibles devront être réservés à des étudiantes. Les années où ce pourcentage n'est pas atteint, les fonds restants doivent être reportés avec la même affectation sur les années suivantes.

Cette politique a porté ses fruits. Une étude récente a établi que si, depuis 1965, 26 pour cent

seulement des budgets de bourses en théologie allait à des femmes, ce taux est passé à 46 pour cent en moyenne pour les six dernières années, avec des crêtes allant jusqu'à 50 pour cent certaines années. Le nombre de candidates à des bourses de doctorat en théologie a augmenté. D'ici quelques années, ces femmes enseigneront elles-mêmes dans des institutions de formation en théologie et contribueront ainsi à l'intégration systématique de la dimension générique dans la formation théologique et dans la vie de l'Église tout entière.

### *Les personnes handicapées: une richesse pour les Églises*

Selon l'Organisation mondiale de la santé, quelque 10 pour cent de la population de tous les pays souffre d'un handicap, entendu au sens de l'une des cinq grandes catégories définies par cette organisation: handicap physique, cécité, surdité, handicap intellectuel et maladie mentale. La constitution d'un modeste fonds spécial consacré par le DMD au ministère pour les handicapés a permis de développer la participation de personnes handicapées à des activités en rapport avec la FLM ou les Églises. Lors de l'analyse des moyens dont pourrait profiter le travail de l'Église, les personnes handicapées sont trop souvent oubliées. Il faut donc que le ministère



porte sur elles un regard d'inclusion, de façon à les considérer comme une richesse de l'Église et leur permettre de participer pleinement à la vie et au travail de l'Église. Bien que la question des handicapés n'ait pas été traitée explicitement à

Enfant malvoyant apprenant le Braille à l'école luthérienne d'Antsirabe, Madagascar.  
© LWF/T.Reuhkala

la 9ème Assemblée, certains passages du rapport évoquent le devoir d'inclusion dans la communion et l'obligation de plaider pour les droits de toutes les personnes humaines.

Une équipe de travail interne « Personnes handicapées » dans laquelle tous les départements sont représentés a été créée en 1996. Elle a pour objectif d'intégrer la dimension des personnes handicapées dans toutes les activités de la Fédération, de susciter une prise de conscience, de favoriser l'inclusion de personnes handicapées dans les activités de la FLM et de conseiller le Secrétaire général en la matière. En 1998, l'équipe de travail « Personnes handicapées » et le WICAS ont organisé une réunion de planification stratégique de femmes handicapées. Les recommandations résultant de ces entretiens ont été adoptées par le Conseil en 1999. Elles font désormais partie intégrante du travail de la Fédération pour un ministère universel. Une de ces recommandations demande que 10 pour cent au moins du budget des bourses de la FLM soit consacré aux personnes handicapées. Bien que le budget annuel ne soit pas encore pleinement financé, les demandes de bourses pour des activités théologiques et non théologiques ont été soutenues.

Au cours de la dernière décennie, le Comité des projets a donné son approbation à des projets spéciaux à l'intention de personnes handicapées, notamment au Liban, en Inde, au Brésil, en Éthiopie et en Érythrée.

La 9<sup>e</sup> Assemblée a réaffirmé que l'engagement œcuménique constitue une partie intégrante de

l'identité confessionnelle luthérienne et a réaffirmé l'engagement des Églises de participer pleinement au mouvement œcuménique. L'équipe de travail « Personnes handicapées » a travaillé en étroite coopération avec le COE pour donner toute son importance au problème. Le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées a été créé lors de l'Assemblée du COE en 1998 à Harare. Il est composé de participants de toutes les régions et dispose d'un bureau de coordination à Nairobi. Les membres de l'équipe de travail « Personnes handicapées » de la FLM ont été invités à participer aux réunions et aux conférences du réseau ainsi qu'au processus de planification. Ils ont également présenté des communications théologiques lors de ces rencontres.

#### Programme international de jeunesse

En 2001 le Secrétariat 'Jeunes dans l'Église et la société' (YICAS) a lancé le « Programme international de jeunesse: la transformation par la participation ». Il s'agit d'un programme triennal de formation des dirigeants et d'un réseau global de la jeunesse pour contrer les effets négatifs de la mondialisation. Ce programme a été lancé en réponse à la résolution adoptée par la 9<sup>e</sup> Assemblée sur la formation de jeunes dirigeants et sur la foi de la réussite du programme de formation pour jeunes dirigeantes organisé de 1993 à 1996. Les 22 jeunes qui ont participé à ce programme lanceront leurs propres projets en 2003.

Participants au programme d'échange entre jeunes de l'Église évangélique luthérienne de Thaïlande et l'Église luthérienne de Singapour, octobre 2001, Singapour.  
© LWF/RChenkong





Le but du programme est de motiver et de mobiliser les jeunes pour participer pleinement et activement au processus de transformation de l'Église et de la société. Il comporte trois composantes: une conférence d'orientation d'une semaine à Genève, un internat de 15 mois et une manifestation internationale programmée pour 2003. Les participants se rencontreront de nouveau pour faire le point des résultats obtenus à la suite de la formation en internat et pour organiser leurs réseaux futurs. Le but est de poursuivre un programme de même nature une fois que les résultats atteints auront été soigneusement analysés.

## VIH/SIDA

En 2001 le Conseil a lancé une campagne de lutte contre la pandémie de VIH/SIDA, surtout en Afrique, où la maladie fait les plus grands ravages. Le rôle du DMD a consisté à réunir les dirigeants ecclésiastiques, à mesurer les tenants et les aboutissants du problème et à développer une approche pastorale. En 2002, le DMD a donné son appui à une réunion organisée à Nairobi pour les dirigeants ecclésiastiques, les femmes responsables, les jeunes responsables et les coordonnateurs des centres des Églises pour le VIH/SIDA. Un atelier organisé en décembre 2001 à Bulawayo avait planifié la structure de la consultation. Les participants se sont engagés à rompre le silence sur le VIH/SIDA et à lutter contre la stigmatisation des personnes affectées, à ouvrir le dialogue dans leurs Églises sur les moyens de proclamer la vie et de combattre le VIH/SIDA par une éducation à diverses mesures de prévention. Ils se sont également engagés à soutenir les efforts des coordonnateurs de projets dans les centres des Églises pour le VIH/SIDA qui suivent les séropositifs et les malades du SIDA et qui apportent un soutien à leurs familles, notamment aux orphelins.

Dans la région Asie-Pacifique, on estime à 7,1 millions le nombre de personnes qui vivent avec le VIH/SIDA. Le DMD prévoit de tenir une consultation sur les défis du VIH/SIDA en octobre 2003 en Asie. Il s'agira d'analyser l'ensemble des problèmes sous l'angle théologique, éthique et générique et leurs rapports avec la pandémie. Les participants devront jouer un rôle actif et de soutien dans le lancement et la conduite de programmes liés à la prévention.



Ces consultations aident à renforcer individuellement les Églises qui s'efforcent, depuis plus de dix ans, de combattre les ravages du VIH/SIDA. En outre, le DMD a fourni une aide financière à de nombreuses Églises et organisations de jeunes en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que des conseils et une assistance technique accompagnés d'un suivi des projets.

Pendant le culte de clôture de la Consultation de la Jeunesse africaine, Nairobi, Kenya, 2002.  
© LWF/T. Valeriano

## Consolider la Communion du témoignage

### Afrique

Depuis quelques années, les Églises luthériennes d'Afrique connaissent une croissance considérable. Avec une augmentation annuelle de 885 000 fidèles, le continent compte aujourd'hui 10,5 millions de Luthériens. Cette croissance, que chacun souhaite et appelle de ses prières, interpelle cependant les Églises. L'augmentation du nombre des congrégations crée une demande de pasteurs et d'enseignants de théologie à laquelle les Églises n'ont pas les moyens de répondre.

La conférence des dirigeants ecclésiastiques de 1998 à Nairobi a invité la FLM à renforcer la formation des laïcs pour combler ce manque. Des ateliers sur le développement des dirigeants et le ministère laïc ont été organisés en 1999, des séminaires sur l'autonomie et l'intendance en 1999 et 2000. Les sessions annuelles du Comité consultatif pour l'enseignement de la théologie en Afrique ont prévu la création d'instituts de formation laïcs dans les sous-régions pour la période 2000-

2002. Ces sessions de formation et leurs effets multiplicateurs ont donné plus de force encore aux mouvements laïcs, pourtant déjà dynamiques, des Églises africaines. Les mouvements du **renouveau** dans les Églises luthériennes (en Éthiopie, en Tanzanie, à Madagascar, au Zimbabwe, en Afrique du Sud) et leur engagement envers la mission holistique témoignent de l'existence d'une approche participative du ministère.



En Éthiopie, développement de l'auto-suffisance grâce à des activités générant des revenus.  
© LWF/M.Stasius

À la 9<sup>e</sup> Assemblée, le Comité des projets a approuvé un chiffre moyen de 30 projets par an pour l'Afrique dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'enseignement, de la mission active, de la communication, du travail pour les femmes et pour les jeunes, ainsi que plusieurs projets générateurs de revenus. Avec les programmes par pays soutenus par le DEM, de nom-

breux projets du DMD ont eu des effets remarquables sur le recul de la pauvreté et sur les conséquences destructrices de la mauvaise gouvernance et de la corruption d'état.

L'enseignement de la théologie joue un rôle important dans le ministère des Églises africaines. Le DMD a accompagné les Églises membres pour rapprocher leurs séminaires des universités (Windhoek, Pietermaritzburg) et a soutenu financièrement des postes de professeurs dans les facultés de théologie, par exemple à l'université du Natal en Afrique du Sud et à l'université du Zimbabwe. Il a également aidé à la consolidation des infrastructures de certains séminaires en Tanzanie, à Madagascar et en Éthiopie. L'objectif immédiat serait que les centres africains d'enseignement supérieur de la théologie puissent attirer des étudiants en provenance de différents pays de la communion.

Le Bureau régional de la FLM pour l'Afrique (ROA) a été créé en 1996 à Nairobi afin de coordonner les activités dans les trois sous-régions (la Communion luthérienne d'Afrique centrale et orientale – LUCCEA, la Communion luthérienne d'Afrique centrale et occidentale – LUCWA et la Communion luthérienne d'Afrique australe – LUCSA) et de renforcer les liens au sein de la communion en Afrique. Entre 1998 et 2000, le ROA a organisé des séminaires de formation des laïcs et de développement des dirigeants (cf. plus haut). Les plus remarquables ont été les ateliers sur la formation des dirigeants, organisés pour LUCSA en coopération avec le 'Christian Organizations Research et Advisory Trust pour l'Afrique' ainsi que l'atelier sur l'autonomie organisé par LUCCEA avec le soutien de Maarifa, une ONG. Ces rencontres ont porté sur des sujets pertinents tels que les perspectives de développement et la réduction de la pauvreté, la dépendance et les défis de l'autonomie, la planification stratégique, la gestion des projets et la pérennité des structures.

Les responsables du ROA ont aidé le Bureau pour l'Afrique à rédiger les descriptifs des projets et de suivi et, selon les besoins, à représenter la FLM auprès des gouvernements et des partenaires oecuméniques. Ils ont également apporté un appui logistique aux réunions de la FLM et aux personnes en déplacement à Nairobi. En dépit des contributions positives du ROA, il a été constaté qu'un modèle durable implanté

---

localement et qui renforcerait les Églises serait préférable. Le programme a donc été décentralisé et la LUCCEA et la LUCWA ont reçu le renfort de personnel de secrétariat supplémentaire. Cette évolution devrait permettre aux sous-régions de prendre en main leurs propres initiatives. Le ROA a cessé ses activités à partir de Nairobi à la fin décembre 2002.

### *Asie*

Un des problèmes les plus graves qui se posent en Asie est celui de la montée en puissance des conflits religieux intra- et inter-communautaires suscités par un intégrisme extrémiste qui engendre arrogance, intolérance et discrimination. Ainsi en Inde, l'Église confrontée à la violence doit-elle repenser en profondeur sa « mission » au sein de ses propres communautés. La tension monte entre éléments hindous intégristes et non hindous, à commencer par la minorité chrétienne. Officiellement, la liberté religieuse est garantie en Inde, mais les minorités sont l'objet de discriminations. Les marginalisés de la société sont agressés, assassinés et violés par les privilégiés qui bénéficient de la protection de la religion d'état. Les Dalits ainsi que d'autres groupes sociaux minoritaires tribaux ou marginalisés sont les cibles de choix du mouvement Hindutva et se voient ainsi refuser la reconnaissance de leur affirmation identitaire naissante et indépendante de l'hindouisme de caste.

En Indonésie, comme dans des pays tels que la Malaisie et le Bangladesh, les musulmans intégristes ont érigé l'islam en religion d'état. Ils ont ainsi créé de puissantes républiques théocratiques islamistes bénéficiant fréquemment de l'appui de dirigeants intégristes d'autres pays tels que le Pakistan et l'Afghanistan. Les conflits religieux résultant de l'inscription de la loi islamique de la charia dans les textes constitutionnels ont entraîné divers problèmes sociaux et engendré la pauvreté en Asie.

À la suite des violentes agressions commises par des hindous intégristes contre des Églises et des missionnaires chrétiens, le séminaire sur la mission, qui s'est tenu en octobre 2000 à Kota Kinabalu, a rappelé aux participants que l'Asie est le berceau de nombreuses religions mondiales. Il a invité les participants à prendre sur eux-mêmes pour comprendre l'histoire, la

culture et la religion d'autres peuples en tant que voisins. Auparavant, lors d'un symposium organisé en septembre 1998 à Bangkok, le Comité consultatif sur l'éducation théologique en Asie avait souligné le caractère primordial du dialogue dans la mission de l'Église.

En Asie, les Églises luthériennes, grandes et petites, sont impliquées dans la mission holistique, qui se traduit dans la pratique par des projets de développement, d'ouverture aux autres et de communication. Une moyenne de 30 projets est présentée chaque année au comité des projets. Les Églises qui oeuvrent à la base et sont confrontées à des difficultés considérables ont su gagner la confiance et le respect de ceux pour qui elles travaillent. La plupart des Églises membres veulent en priorité apporter la bonne nouvelle là où elle n'a encore jamais été entendue. Elles ont mis en place des programmes de communication novateurs, notamment à la radio, à la télévision et sur l'internet.

Le Bureau régional en Asie a enfin vu le jour en juillet 2000 à Bangkok, dans les locaux de l'Église évangélique luthérienne en Thaïlande. Le Comité régional de coordination d'Asie, établi lors de la Conférence des dirigeants ecclésiastiques en 1999 pour coordonner les programmes et activités conjoints, a travaillé en étroite collaboration avec le Secrétariat « Asie » dans son accompagnement de la coordonnatrice régionale. Celle-ci a aidé le Secrétaire régional 'Asie' à coordonner tous les programmes et manifestations soutenus par la FLM dans la région et à rédiger les descriptifs des projets pour soumission au Comité des projets. En application d'une recommandation adoptée par la Conférence des dirigeants ecclésiastiques, la coordinatrice régionale s'est chargée de la publication de « Asia Newsletter », qui vient remplacer l'ex Service de presse luthérien pour l'Asie.

### *Europe*

En 1999, 10 ans après la disparition du Rideau de fer, une conférence des dirigeants ecclésiastiques pour les Églises membres de la FLM en Europe, qui s'est tenue à Meissen, a analysé les défis qui se posent à l'Église ainsi que son rôle dans cette « nouvelle Europe ». Parmi les défis qui doivent être relevés par la mission de l'Église, il convient



de signaler les disparités économiques entre pays européens, que vient de mettre en lumière l'ouverture de l'UE aux pays de l'est du continent. Les déplacements massifs de populations d'un bout à l'autre du continent du fait des bouleversements politiques et sociaux dans les Balkans, de même que l'intensification des migrations, qui transforment l'Europe en une région multireligieuse, sont autant d'autres défis qu'il faudra relever.

Alors que la foi et la vie de l'Église ne sont plus une évidence en Europe, les Églises doivent consolider leur propre identité afin de pouvoir rester en prise avec une société en voie de sécularisation. La déclaration finale de la conférence s'est félicitée de la signature de la Déclaration commune concernant la Doctrine de la Justification, qui a suscité un intérêt pour l'Église et son rôle dans la société, à la fois dans les médias et dans l'opinion. Dans de nombreuses localités, les Églises luthériennes ont été sollici-



Reconstruction de bâtiments – reconstruction de l'espoir:

Reconstruction de l'Église Stantu Georghe en Roumanie, 1998.  
© Evangelical Lutheran Church of the Augsburg Confession in Romania

tées par les médias qui, pour la première fois, leur ont reconnu le statut d'institutions de la société civile. La Déclaration commune a également suscité, au sein même des Églises, un intérêt renouvelé pour la compréhension et l'expression de leur identité luthérienne.

La redéfinition de l'identité luthérienne dans le contexte de la communion luthérienne a toujours constitué un défi pour les Églises luthériennes en Europe. Chaque Église doit trouver sa propre réponse au questionnement ecclésiologique sur l'identité, la communion et l'unité. Aux Pays-Bas, par exemple, la FLM a accompagné le processus d'unification de l'Église luthérienne avec

les Églises de tradition réformée, qui exige de l'Église qu'elle reformule sa vision d'elle-même en tant qu'Église luthérienne dans une perspective œcuménique tout-à-fait particulière. Dans un même temps, les liens bilatéraux entre Églises luthériennes – souvent suscités par des suggestions de la FLM lors de missions auprès de ces Églises – se sont multipliés. La réciprocité des relations figure à l'ordre du jour des consultations bilatérales et multilatérales, donnant ainsi une expression tangible à la communion.

En Europe centrale et orientale, les projets de construction soutenus par la FLM revêtent une grande importance symbolique. La restauration des bâtiments ecclésiastiques est l'expression physique d'un espoir renouvelé de voir l'Église reprendre une existence visible après de longues années de clandestinité. Les institutions d'enseignement théologique soutenus par la FLM contribueront de façon croissante à consolider cet espoir.

Dans certaines localités, la démarche missionnaire des Églises membres a été gênée par des campagnes de missions venues de l'extérieur qui ont créé des tensions, voire des dérives schismatiques. Dans certaines de ces situations, la FLM a apporté sa médiation ou organisé des consultations et des réunions de mise au point.

La FLM continue de soutenir des événements et des projets tels que des services de communication communs pour les Églises luthériennes de Russie (ELCROS et ELCIR). Ce programme vise à améliorer la connaissance des médias des travailleurs de l'Église et à consolider l'unité d'action des paroisses isolées de Russie. Les techniques enseignées portent sur les émissions de radio, sur l'établissement de liaisons par courrier électronique pour envoyer et recevoir des articles de journaux et sur l'envoi de matériel d'éducation chrétienne.

La FLM a encouragé l'expression régionale de la communion au moyen de multiples visites d'Églises, ou d'échanges et de partenariat entre Églises. Il a été décidé récemment de nommer à Bratislava, à partir de janvier 2003, un responsable pour l'Europe centrale et orientale.

#### *Amérique latine et Caraïbes*

Les Églises en Amérique latine et aux Caraïbes ont dû faire face, dans tous les pays de la région, à une situation économique et sociale qui se

dégrade de façon générale et persistante. Le fossé des revenus se creuse, la balance commerciale est dans le rouge pratiquement partout, les services publics (éducation, santé, eau, retraites) ont été privatisés: toutes ces mesures ont entraîné un appauvrissement et un recul de la qualité de vie pour de vastes pans de la population dans chacun de ces pays. Cette dégradation généralisée se répercute non seulement sur la survie financière des Églises, mais aussi sur leur mission dans son double aspect de proclamation et de service (diaconie).

Au plan théologique, comment l'Église doit-elle se comporter devant le fait que le système économique – désormais mondialisé – fonctionne sur la logique de l'exclusion ? En quoi cette situation se répercute-t-elle sur le travail social des Églises ? Quelles réponses stratégiques doivent-elles opposer aux défis de la régression économique et de l'appauvrissement ?

Le climat de violence et de conflit armé qui sévit dans certains pays, entraînant de vastes déplacements de populations, constitue également un défi pour la mission holistique de l'Église. Accompagnées par la FLM, les Églises luthériennes ont agi contre l'exclusion en travaillant sur le renforcement de la société civile. Elles ont aussi dû faire face à l'intensification de la violence et de la souffrance du peuple. C'est dans ces circonstances que l'Église luthérienne évangélique en Colombie, par exemple, a bénéficié du soutien de la FLM (DMD-DEM) dans le cadre des efforts qu'elle a déployés pour répondre à la situation

dramatique des personnes déplacées. Il en va de même de l'Amérique centrale, où les Églises du Honduras, du Salvador et du Nicaragua se sont fortement impliquées dans le travail de secours à la suite des multiples situations d'urgence engendrées par des phénomènes naturels (tremblements de terre, cyclone Mitch etc.).

Les Églises de la région ont le ferme propos d'être des Églises dans la mission. Elles ont lancé de remarquables programmes de formation des dirigeants laïcs et pastoraux (notamment au Chili et au Venezuela). La structure des organisations a été repensée pour mieux répondre aux défis et aux conditions actuelles (par exemple au Salvador, au Brésil et en Argentine). Certaines Églises ont commencé à découvrir et à définir les liens ethniques, théologiques, raciaux et sociaux qui ont freiné leur participation active à la mission. Ces différentes démarches ont été l'objet de discussions lors de la consultation sur la mission que la FLM a organisée en Colombie en 2001.

La coopération régionale et sous-régionale entre Églises membres a été renforcée. Ainsi, la communion des Églises luthériennes en Amérique Centrale dispose de son propre programme de formation. Les Églises membres dans la région du Cône Sud et le Brésil procèdent à des échanges de collaborateurs; celles de la Région andine ont affirmé leur volonté de travailler ensemble pour venir en aide aux réfugiés et aux migrants qui fuient la Colombie; des conférences annuelles de dirigeants ont débouché sur un dialogue et sur une réflexion plus homogènes.



Des femmes à l'atelier de menuiserie "Jésus de Nazareth" tenu par l'Église évangélique luthérienne de Bolivie.  
©LWF/M. Egji



Participant à la cérémonie de clôture de l'Atelier de développement des compétences organisé pour les femmes par l'Église luthérienne chrétienne du Honduras à La Ceiba, Honduras.  
© LWF/M. Junge

Plusieurs projets ont été réalisés dans la région avec le soutien de la FLM. La conception holistique de certains projets gomme quelque peu la distinction habituelle entre développement et mission. Les projets de développement couvrent une vaste gamme de domaines: agriculture, droits de l'homme, travail avec les communautés indigènes, travail avec les personnes vivant avec le VIH/SIDA etc. Les projets de communication ont aidé les Églises à mieux utiliser les différents médias. Les projets de mission portaient sur le travail d'ouverture aux autres et sur le soutien financier à l'administration.

Les Églises de la région ont convenu d'exprimer leur vie dans la communion par le travail de réseau plutôt que par la création d'un bureau régional. Cette démarche leur permet non seulement de mieux utiliser les moyens financiers pour des réunions et pour du travail de réseau, mais

aussi de faire participer un plus grand nombre d'intervenants de tous niveaux. Le réseau des femmes a traité de la question de la violence contre les femmes, en facilitant et en encourageant la réflexion et l'action locales, tandis que le réseau sur l'éducation a aidé les écoles luthériennes à réfléchir à leur identité et à leur apport spécifiques. Les programmes ont été modifiés pour inclure les matières relatives aux droits de la personne. Le travail d'éducation est conçu pour développer une attitude de citoyenneté consciente et active. L'Assemblée générale du réseau de communication, qui s'est tenue en novembre 2000, a traité du problème de la communication dans le cadre de la théologie luthérienne. Le réseau des dirigeants ecclésiastiques - évêques et présidents - a traité de diverses questions d'intérêt régional: les ministères, la situation en Colombie, le VIH/SIDA, le partenariat. L'établissement de la diaconie et de réseaux de jeunes permettra de multiplier les contacts et de concrétiser la communion.

#### *Amérique du Nord*

Le Bureau régional pour l'Amérique du Nord a été ouvert en 1998 dans les locaux de l'ELCA à Chicago avec un collaborateur à temps complet. Le financement est assuré par la FLM. Les quatre Églises membres de la FLM en Amérique du Nord sont l'ELCA, l'ELCIC, l'Église évangélique luthérienne lithuanienne dans la diaspora, et l'Église évangélique luthérienne estonienne à l'étranger.

Avec l'assistance du Comité régional pour l'Amérique du Nord, les responsables régionaux, dans le cadre de leurs visites d'Églises et de leur participation à des manifestations telles que la mission mondiale d'ELCA, ont mis en valeur l'interprétation et l'éducation relatives à la FLM dans les Églises membres de la région. Ils ont aussi facilité des activités initiées par les Églises ou parrainées par la FLM, servi de point de liaison de la FLM pour la collecte et la diffusion d'informations et pour les stratégies de mobilisation de fonds, et ont, dans certains cas, été chargés de représenter la FLM.

La consultation sur le thème « Être pleinement l'Église en Amérique du Nord: que signifie cet engagement ? » (Winnipeg, novembre 2000), a été la première d'une série de consultations



---

portant sur le thème de 'communion et mission'. Elle a émis les recommandations suivantes:

- Un Cycle de prières luthérien sera élaboré par les Églises membres pour une reconnaissance commune de leur témoignage et de leur service au sein de la FLM.
- Les Églises membres, avec leurs partenaires œcuméniques, analyseront la signification des termes « être l'Église » et « être confessionnel » en Amérique du Nord.
- Les Églises membres procéderont à une consultation dans la région sur la compréhension de la définition et des caractéristiques de la communion totale; elles partageront ces résultats avec la FLM.
- La FLM est instamment invitée à recommander des principes et lignes directrices pour aider les Églises membres à élaborer des protocoles relatifs à l'échange de ministres ordonnés entre Églises.
- Les Églises membres soutiennent et défendent la juste participation des peuples indigènes de l'Amérique du Nord (les Nations Premières) dans la société nord-américaine; elles prient le Conseil de la FLM de faire figurer la question des peuples indigènes dans tous les sujets qui seront débattus à la 10<sup>e</sup> Assemblée.

Les Églises de l'Amérique du Nord souhaitent approfondir la connaissance qu'elles ont d'elles-mêmes en tant que membres d'une communion universelle. Il est important que les Églises puissent approfondir les notions de mutualité et de responsabilité dans le contexte nord-américain et mondial. Étant donné que l'ELCA se trouve aux États-Unis – la dernière des superpuissances – elle a là une occasion unique d'avoir un impact réel sur le dialogue universel.

## Le défi mondial

---

Le défi qui se pose à toutes les Églises membres dans toutes les régions est la montée des mouve-

ments de renouveau charismatique dans les Églises luthériennes, sous l'effet de la montée du pentecôtisme dans tous les continents. L'expérience des Églises membres en la matière est des plus variées. Alors que certaines Églises luthériennes expriment de fortes réserves à l'égard des mouvements de renouveau, d'autres les embrassent dans leur vie et dans leur travail. Relevant ce défi, le DMD a organisé une consultation mondiale sur « Les mouvements de renouveau et les mouvements charismatiques dans les Églises luthériennes du Nord et du Sud », (juin 2002, Moshi, Tanzanie). Les participants ont exprimé le besoin de poursuivre la réflexion sur ce défi au niveau régional.

## Les femmes dans l'Église et la société

---

Les 14 coordonnatrices régionales de « Femmes dans l'Église et la société » travaillent en réseau et localement dans le cadre de programmes, de visites de travail, de représentations et de lobbying auprès des Églises, entre les Églises et dans les réseaux régionaux. Ensemble, elles sont la preuve vivante qu'il est possible de relier les gens à leurs problèmes – locaux et mondiaux – et que des stratégies et des politiques plus efficaces peuvent être élaborées grâce à ces liens. Pour une efficacité accrue, la coordination régionale de « Femmes dans l'Église et la société » a été rationalisée pour mieux cadrer avec celle des bureaux régionaux.

La Décennie œcuménique des Églises solidaires des femmes (1988 à 1998) a non seulement été à l'origine d'un mouvement mondial, mais a aussi su démontrer qu'il est indispensable de continuer de mettre en commun les ressources pour une meilleure efficacité. Le Secrétariat « Femmes dans l'Église et la société », (sigle anglais 'WICAS') en collaboration avec le COE et l'Alliance mondiale des Unions chrétiennes féminines a organisé des visites de solidarité en équipes au Liberia et au Sierra Leone en 2000, afin de partager la douleur des populations et de mieux comprendre comment les gens trouvent les ressources pour la surmonter, en tant qu'écoutes, conciliatrices et porte-parole pour le reste du monde, recherchant, en retour, la solidarité mondiale avec elles.

La Commission de l'ONU sur le Statut des femmes est un forum important, mais elle a tendance à considérer la religion comme un facteur de division, source de conflits. Le Secrétariat WICAS, au

sein et au moyen de ses réseaux œcuméniques de femmes, cherche au contraire à affirmer les contributions positives des religions et des communautés religieuses. Ce travail permet de prouver de façon volontariste comment les femmes de foi peuvent désamorcer les tensions et travailler ensemble pour le changement. Le Secrétariat WICAS poursuit sa coopération programmatique avec les femmes œcuméniques dans des ateliers thématiques, lors des manifestations de la Journée internationale des femmes et dans le cadre de programmes s'adressant à des théologiennes préparant un doctorat sur le ministère.

Le Secrétariat WICAS accompagne les Églises qui souhaitent effectuer une recherche sur les possibilités d'ordination des femmes. Des consultations annuelles mondiales et régionales offrent une stimulation et des occasions de formation théologique aux femmes, qui leur permettent d'utiliser à plein leurs facultés créatrices. Le Secrétariat WICAS offre en permanence un soutien aux étudiantes pour conduire et publier leurs recherches.

Groupe de jeunes assistant à la conférence luthérienne internationale d'évangélisation des jeunes "L'An 2000, un tournant" qui s'est tenue près de Sydney, en Australie.



Le Secrétariat WICAS a facilité l'implication active des femmes dans la campagne du Jubilé 2000 et, au niveau des programmes, suscité des échanges accrus entre femmes du Nord et du Sud. La mondialisation de l'économie et ses défis font désormais partie des discussions.

### Les jeunes dans l'Église et la société

La FLM a suivi deux grands problèmes relatifs aux initiatives internationales concernant les jeunes: la participation d'enfants à des conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution et la pornographie infantines. En janvier 2000, un pas important a été franchi dans le sens de l'interdiction des enfants soldats. La communauté internationale a enfin accepté de relever de 15 à 18 ans l'âge requis pour la conscription obligatoire et la participation aux combats. Mais la menace qui pèse sur les enfants reste grave, surtout dans des pays déchirés par la guerre comme la Colombie, l'Angola et l'Afghanistan. Le deuxième Congrès mondial contre l'Exploitation sexuelle commerciale des enfants a été organisé en 2001 par le gouvernement du Japon. Il a réaffirmé les engagements pris par les participants d'éliminer l'exploitation sexuelle commerciale des enfants grâce au travail de réseau et à l'affectation de ressources suffisantes.

La pandémie du VIH/SIDA et ses effets sur les enfants a été l'objet de discussions dans les consultations pour les jeunes. Les participants se sont engagés à prendre des mesures actives. De nombreuses Églises membres ont mis en place des projets pour entourer les enfants et leur apporter des soins de santé de première nécessité, comme par exemple une alimentation suffisante et de l'eau propre. Des actions de soutien à l'instruction ont été soutenues et réalisées en Argentine, en Jordanie, au Papua Nouvelle-Guinée, au Paraguay et au Salvador. En Colombie, au Congo, à Madagascar, aux Philippines et en Thaïlande, des projets destinés aux enfants des rues, aux enfants disparus et aux enfants sexuellement exploités ont également été soutenus.

En 1998 et en 1999, deux ateliers régionaux sur le VIH/SIDA ont eu lieu en Inde et au Nicaragua. Dans le cadre du suivi de l'atelier de 1996 au Zimbabwe, plusieurs visites et ateliers nationaux et sous-régionaux pour les jeunes ont eu

lieu en Zambie, au Malawi et au Botswana, pour inciter à la prise de conscience, à la prévention et pour organiser la prise en compte pastorale. Les réseaux de jeunes Africains se sont penchés tous particulièrement sur les droits fondamentaux des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Autre mesure opportune: le recours aux dirigeants communautaires de la base.

Neuf jeunes ont été élus au Conseil de la FLM lors de l'Assemblée de Hong Kong. Avec 18 pour cent des 49 membres du Conseil, ce score est le meilleur que les jeunes aient jamais réalisé. Pour parvenir à une meilleure qualité de participation, un atelier organisé avant le Conseil offre à ces jeunes membres la possibilité de rencontrer d'autres jeunes faisant fonction d'intendants lors des réunions du Conseil. Ils analysent un thème ou un problème en rapport avec l'ordre du jour du Conseil. En 2000 et 2001, les messages émis par ces ateliers ont apporté une contribution appréciable aux délibérations et résolutions du Conseil. Pour encourager la participation active des jeunes au Secrétariat 'Jeunes dans l'Église et la société', le Conseil a décidé de demander à chaque Église membre de désigner un responsable de la liaison pour les jeunes, qui sera chargé d'assurer la communication avec (et non pas pour) les jeunes. La prise de décision sur la base d'un partenariat reste encore un objectif à atteindre.

Six consultations régionales pour les jeunes ont été organisées depuis 1998. A mesure que les jeunes approfondissent le sentiment de leur appartenance à une communion des Églises, ces problèmes sont transposés en plans d'action conjoints par leurs réseaux sous-régionaux et régionaux. Le soutien des dirigeants des Églises à ce travail des jeunes reste très important. Un soutien renforcé à ces activités reste encore nécessaire, au niveau local en particulier.

Le Rassemblement mondial des jeunes « Vision au-delà de l'an 2000 » a été mis en œuvre afin de mieux connaître la façon dont les jeunes voient leur avenir et de traduire leurs espoirs en actions concrètes. Lors de diverses manifestations œcuméniques internationales, les jeunes se sont racontés, avec leur nouvelle définition de leur foi en l'avenir. Ensemble, ils souhaitent que cette nouvelle espérance soit reprise en compte par la communion tout entière.



Entre 1998 et 2002, huit jeunes des Églises membres (quatre jeunes gens et quatre jeunes femmes) ont occupé un emploi en internat. De plus, une jeune femme brésilienne a suivi un internat de quatre mois dans le cadre d'un programme de développement rural en Éthiopie.

Communiquer la joie de l'Évangile. Studio de radio de l'Église évangélique luthérienne de Tanzanie, mars 2001.  
© LWF/T.Reuhkala

#### Conseils en communication

La 9<sup>e</sup> Assemblée s'était engagée à assurer que toutes les Églises membres puissent être reliées à l'internet et puissent disposer du courrier électronique. Une enquête réalisée en 1999 a établi que 60 pour cent seulement des Églises membres pouvaient être atteintes par courriel. En 2001, ce chiffre était passé à 80 pour cent. En Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine, toutes les Églises membres pouvaient être contactées par courrier électronique, alors qu'en Afrique, 89 pour cent seulement des bureaux centraux des Églises membres avaient une adresse électronique. En Asie, ce chiffre tombe à 59 pour cent, en raison d'une faible implantation des connexions dans les Églises membres de l'Inde et de l'Indonésie. Le Comité des projets a approuvé pour 2001 une action qui vise à équiper de l'accès au courrier électronique et à l'internet 11 Églises membres de l'UELCI.

Ces outils de communication modernes ont augmenté l'efficacité et renforcé la coopération entre les Églises membres et leurs partenaires bilatéraux à l'étranger. Le DMD a amorcé une procédure de dialogue avec les Églises membres pour envisager un débat éventuel sur les





aspects éthiques de l'internet. A partir des analyses et des évaluations effectuées en collaboration avec le DMD, le département a aidé des Églises membres à mettre au point leurs propres politiques de communication, à établir des stratégies et des priorités adaptées à leur propre contexte culturel, social et économique. Le département est également intervenu pour aider des travailleurs des Églises à apprendre les techniques des médias. Les réseaux de communication régionaux oecuméniques luthériens ont réalisé plusieurs ateliers, séminaires, et programmes de formation en communications. L'organisme luthérien de communication en Asie (LUCIA) a publié un manuel de communication à l'intention des Églises du continent.

L'accès au courrier électronique a permis aux réseaux d'agences luthériennes et oecuméniques soutenues par le DMD en Amérique latine et en Afrique, de constituer une importante source d'information pour la revue *LWI* et leurs régions respectives. *FLM Information* continue de fournir les articles de *LWI* et *ENI* en français pour les Églises membres francophones. L'agence All African News Agency (AANA) a fusionné le service d'agence en français du Togo avec le service anglophone de Nairobi, dans les locaux de l'AACC. Les services de l'AANA ont fait l'objet d'une évaluation en décembre 2001. Des modifications administratives structurelles ont été recommandées dans l'intérêt d'une meilleure efficacité.

Plusieurs consultants se sont déplacés dans la région, où ils ont organisé des consultations et des ateliers.

#### L'éducation chrétienne

À la suite d'un atelier sur la planification stratégique pour l'éducation chrétienne, qui s'est tenu en avril 1999 à Genève, une nouvelle structure pour la mise en œuvre de programmes d'éducation chrétienne, fondée sur un maillage interrégional d'éducateurs chrétiens, a été proposée. En juin 2000, le premier Réseau international de l'éducation chrétienne a tenu sa première réunion à Genève. Cinq réseaux régionaux ont été créés: Amérique latine/Caraïbes, Europe de l'Est et Europe/Amerique du Nord; ils ont tenu leurs premières réunions en 2001, suivis par l'Afrique et l'Asie en 2002. Le réseau comprend au total 50 personnes de différentes régions. L'ICENET prévoit de se réunir une fois par an, tandis que les réseaux régionaux se réuniront tous les deux ans.

En 2001 l'ICENET a adopté pour thème de recherche « Cultiver la culture de la paix ». Il analysera l'enseignement que dispensent les Églises membres sur ce thème. Le site internet de l'ICENET ([www.lwf-ice.net](http://www.lwf-ice.net)) propose des informations au public sur le réseau et sur le travail de la FLM pour une éducation chrétienne. Deux fichiers internet contiendront des informations sur toutes les institutions d'éducation chré-

tienne dans les Églises membres et sur le matériel pédagogique disponible. Le site comporte également un forum de discussion très pointu.

### Le développement des ressources humaines (DRH)

Depuis six ans, le programme de bourses international a offert des bourses à environ 500 personnes, dont 50 pour cent environ ont suivi une formation dans les disciplines théologiques. La plupart des candidats à une formation théologique sont formés pour le service pastoral dans les Églises membres. Toutefois, le comité des bourses approuve aussi tous les ans l'attribution de bourses de formation à un niveau plus élevé, pour un doctorat, par exemple. Ces boursiers vont ensuite enseigner dans des institutions de formation théologique du sud.

Le programme de bourses ne vise pas à récompenser des personnes, mais bien plutôt à pourvoir aux besoins spécifiques en personnel qualifié dans les Églises membres. En conséquence, le comité des bourses analyse avec soin le plan de carrière proposé par chaque Église pour les candidats. Le bureau du DRH reçoit quelque 200 à 300 candidatures tous les ans, mais les moyens financiers disponibles à la FLM ne permettent d'en octroyer que 70 à 85. La plupart sont des dotations individuelles, mais des allocations de groupe sont aussi accordées dans certains cas. De nombreux boursiers reçoivent une formation en développement communautaire et le nombre de candidatures pour des bourses en communication ou en informatique est en hausse. Des bourses en formation administrative sont également accordées chaque année.

En 2000, le bureau du DRH a commencé à évaluer l'impact du programme de bourses. Un questionnaire a été envoyé à 107 Églises membres de la FLM, indiquant les noms des boursiers de chaque Église. Les Églises étaient invitées à donner une information sur les services rendus par les boursiers à l'issue de leurs études. Selon les informations communiquées par 81 Églises répondantes, le taux de rendement est relativement élevé: 82 pour cent des bénéficiaires reprennent un emploi salarié dans leur Église. De nombreux ex boursiers restent au service de leur Église pendant toute leur carrière professionnelle. Il faut évidemment ajou-

ter à ce nombre tous ceux qui, sans être officiellement employés par leur Église, la servent en tant que référents. Les résultats d'ensemble de l'enquête sont donc encourageants. De nombreuses Églises affirment que le programme joue un rôle important dans leurs activités de développement des ressources humaines.

On constate également que les demandes de soutien financier présentées par les Églises membres pour les aider à participer à des activités de formation internationales (programmes courts, consultations, ateliers et séminaires) sont en augmentation. Pour répondre à cette demande, un nouveau programme a été approuvé par le Conseil en 1999. Le Programme d'études et de recherche à court terme vise à proposer des solutions rapides et souples. Il a permis à des candidats de participer à des activités de formation très diverses. Depuis que ce programme a été approuvé, entre 10 et 15 interventions ont été financées chaque année.

Au sein de la communion des Églises membres, il existe un grand trésor de compétences, d'expérience et de connaissances. Plusieurs for-



Andline en train de récolter du miel.  
© LWF/M.Egi

mules de programmes d'échanges ont été élaborées afin de permettre aux Églises de se rapprocher et de partager leurs ressources. De nombreuses demandes sont formulées par des professeurs de théologie en congé sabbatique et qui sont invités à enseigner dans un autre pays.

Récemment, des demandes relatives à des programmes de groupe ont été présentées.

Le Programme de formation linguistique a apporté un soutien financier à quelque 300 candidats, dont plus de 50 pour cent de femmes, au cours de la période examinée.

Les ateliers sur le développement des ressources humaines visent à renforcer les ressources humaines et à aider les dirigeants ecclésiastiques à élaborer les plans de formation à l'intention de leur personnel. Un atelier mondial sur l'« Identification des ressources pour le travail de l'Église et de la communauté » a été organisé en 1998 à Nairobi. Des participants de toutes les régions de la FLM étaient présents à cette manifestation de quatre jours organisée à l'intention des Églises d'Asie et d'Amérique latine. Des ateliers courts ont été organisés en liaison avec les rencontres de dirigeants ecclésiastiques. En 2000, un atelier d'une journée a été organisé en marge

de la 9<sup>e</sup> Réunion régionale de la FLM pour les Églises luthériennes des Pays baltes et de la Russie. En septembre 2001, un atelier de trois jours a eu lieu au Sénégal à l'intention des secrétaires généraux et des dirigeantes de 12 Églises de l'Afrique francophone et anglophone. Les dirigeants ecclésiastiques qui ont participé aux ateliers y ont parlé du rôle qu'ils souhaitent que l'Église assume dans les années à venir, tant au plan national que régional. Ils se sont efforcés de faire inventaire des ressources humaines qui seraient nécessaires et ont étudié la manière de mobiliser des personnes au service de l'Église. Ils doivent maintenant parvenir à traiter la planification du développement des ressources humaines comme une partie intégrante de la planification stratégique du travail de l'Église en général.

### Les projets

De 1998 à 2003, le Comité des projets a traité un total de 514 demandes de projets: 192 de l'Afrique, 147 de l'Asie, 49 de l'Europe, et 124 de l'Amérique latine. Parmi celles-ci, 139 ont été approuvées par le personnel, par délégation d'autorité pour tous les projets plafonnés à USD 30.000.

Le volume approuvé est de USD 69.590.128 et USD 7.288.400 – pour les projets dits spéciaux, des financements qui doivent être obtenus au-delà du soutien ordinaire.

La répartition géographique continentale exprimée en pourcentage est visible sur le diagramme 1.

Le volume total des fonds obtenus est de USD 44.540.224, à l'exclusion de projets spéciaux portant essentiellement sur de gros travaux de construction, dont la majorité avaient été approuvés en 1999. Plusieurs de ces projets restent sur la liste active de projets à financer. Dans certains cas, comme il est apparu clairement qu'il serait impossible de mobiliser les fonds nécessaires, les projets correspondants ont été supprimés de la liste. S'agissant des projets réguliers approuvés, certains n'ont pu être financés en raison de circonstances politiques ou en raison de la réduction des fonds disponibles dans le cadre du réseau de soutien de la FLM. D'autres, enfin, qui avaient été financés par d'autres sources, ont été supprimés.

La répartition géographique des fonds par continent se présente comme suit (voir diagramme 2).

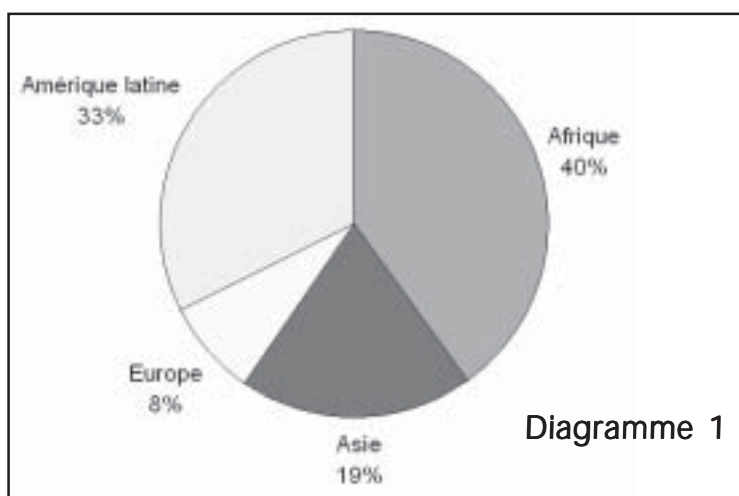


Diagramme 1

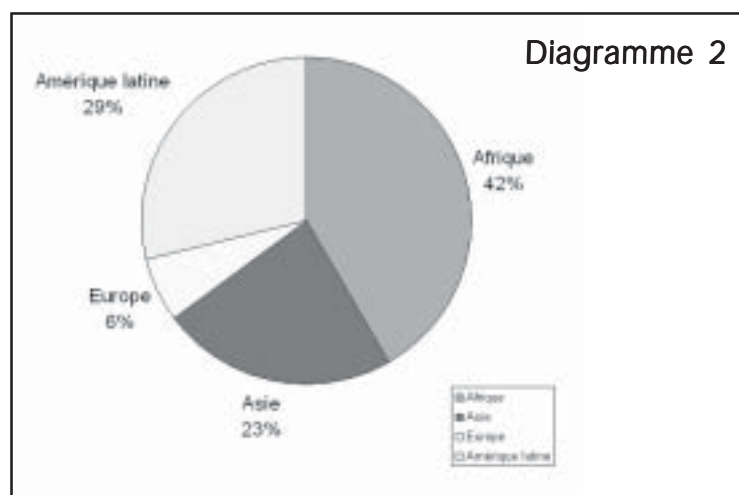


Diagramme 2





Toujours calqués sur les anciennes structures de la FLM, les projets entrent dans les catégories suivantes: communication, développement et mission. Si certains soutiennent que cette distinction est indispensable pour les activités de financement, notamment par rapport aux exigences des organismes de financement du développement, l'expérience montre que ces catégories ne sont plus vraiment nécessaires.

L'ordre du jour du comité comportait des questions de politique et de procédure: délai de présentation des demandes de projet avancé du 1er décembre au 1er octobre; approbation d'un formulaire de demande de projet et d'une trame de rapport de projet; lignes directrices pour un développement durable. Ces modifications visent à améliorer la qualité des demandes et le processus de sélection.

Le comité a décidé d'entendre chaque année des exposés sur des sujets thématiques. Le comité s'est penché successivement sur des modèles alternatifs de développement durable, sur les avantages et les inconvénients de réaliser des projets lucratifs et sur l'équilibre générique en tant que préalable au développement. Devant la grande complexité de ces problèmes, le comité n'a pu prendre de décision quant à la façon de traiter les demandes de projets générateurs de

revenus. Le Conseil a approuvé la recommandation du comité visant à ce que l'éducation et la promotion génériques soient une priorité dans toutes les Églises membres, qu'elles soient incluses dans les programmes de renforcement des capacités du DMD, ainsi que dans les activités de sélection, de mise en œuvre et d'évaluation de tous les projets de développement.

Le Comité des projets s'est penché sur le problème de la longueur des délais de mise en œuvre des projets. Certains membres préconisent d'écourter les délais entre la présentation des demandes et leur mise en œuvre, et ce afin de valoriser l'actualité et l'efficacité des projets. Un séminaire organisé pendant la réunion du Comité des projets en mai 2002 a permis d'attribuer cette lourdeur aux procédures de financement de la FLM. Une consultation entre le Comité des projets, les Églises membres et les institutions rattachées, prévue pour avril 2003, se penchera sur les moyens de remédier à cette situation.

#### Le développement: un défi à relever

Depuis plus de 40 ans, la FLM répond aux problèmes de développement par la réalisation de projets éclatés. L'efficacité de cette démarche est remise en cause depuis quelques années. La

A Saya Kalan, en Inde, des femmes bénéficient d'un projet de reconstruction à l'échelle communautaire financé par la FLM.

© LWF/M.Stasius

---

même approche atomisée s'applique aux procédures de financement. Pourtant, dans les actions de mission et de communication, le DMD devrait pouvoir participer dès le départ à la visualisation et à la conceptualisation des projets des Églises membres. Avec les effets dévastateurs de la pandémie du VIH/SIDA, par exemple, il est devenu évident que, le DMD ne s'étant doté ni d'une politique de la santé bien définie ni d'un programme intégré de financement des programmes, il se trouve dans l'incapacité de répondre rapidement aux demandes de projets dans les Églises membres.

C'est dans ce contexte que le Comité des projets a émis les recommandations suivantes en 2001:

- Elaborer des programmes mondiaux et régionaux destinés à encourager les Églises membres à élaborer des programmes de développement (dans le domaine de la santé, de l'instruction, du développement rural etc.).
- Que le comité des projets étudie et adopte un cadre, des politiques et des lignes d'orientations applicables à ces programmes.
- Ouvrir des consultations avec les réseaux partenaires coopérants au sujet de l'accompagnement et du financement indispensables aux programmes (établissement de systèmes de crédit local, développement des ressources locales, attribution de dons forfaitaires etc.).

Les premières propositions ont été soumises au comité des projets à sa session de 2002.

L'introduction de nouveaux accords de projet et d'audit en 1998 – applicables à toutes les catégories de projets – a permis d'améliorer considérablement le suivi et les comptes-rendus des détenteurs de projets. Les principes de transparence et de responsabilité sont mieux acceptés; la vérification des rapports financiers n'est plus considérée comme une expression de méfiance. Le DMD voit également dans les audits institutionnels (par opposition aux audits de projets) un outil particulièrement précieux qui permet à chaque Église de mieux

appréhender sa situation financière et de mieux gérer ses ressources en général.

Dans le domaine de la planification, du suivi et de l'évaluation, de nombreuses Églises luthériennes et organisations de développement rattachées ont participé à des exercices de formation organisés par le DMD (1998–1999) ou par le réseau partenaire de soutien pour renforcer les capacités des détenteurs de projets et pour uniformiser les obligations de compte-rendu. Quatre grands exercices d'évaluation du DMD ont été réalisés chaque année, à quoi s'ajoutent un nombre égal d'évaluation de moindre ampleur, essentiellement internes.

La nécessité d'un suivi et d'une obligation de compte-rendu pour les projets de développement d'envergure est bien acceptée par les Églises membres de la FLM, mais c'est loin d'être le cas pour les activités de développement plus modestes et les activités relevant de la mission. Le DMD a lancé un exercice d'évaluation de la rentabilité des projets de communication, qui sont souvent fort coûteux en raison du prix élevé des émissions sur ondes courtes. Le DMD se propose donc de renforcer les capacités des Églises et, surtout, de les inviter à analyser les progrès réalisés sans complaisance et à améliorer la qualité des outils et des techniques de planification.

Le montant total des fonds transférés aux Églises et aux organisations rattachées s'est progressivement amenuisé depuis quelques années. Cette évolution s'inscrit dans le contexte du recul du soutien globalement acheminé par la voie multilatérale. Entre 90 et 95 nouveaux projets sont approuvés chaque année, la durée moyenne de réalisation étant légèrement supérieure à trois ans. Le DMD accompagne donc en fait quelque 300 à 400 projets à divers stades de réalisation (mesures initiales, mise en œuvre totale, procédures d'examen et d'évaluation, procédures comptables et administratives finales et études d'impact). Ce travail se fait en consultation avec les bureaux régionaux.

---

## Vers une communion de la guérison

Les différences ethniques, historiques, idéologiques et théologiques, sans parler, à l'occasion,

---

d'ambitions et d'intérêts personnels, figurent en bonne place parmi les causes du conflit au sein de l'Église. Le DMD s'est engagé dans la médiation et la gestion des conflits, dans un effort pour maintenir l'unité de l'Église au nom de l'Évangile, autant que pour la communion elle-même. Les missions pastorales, les missions d'enquête, la médiation et les entretiens unitaires ont tous été tentés. Le Comité exécutif de la FLM s'est activement engagé dans ce travail de résolution des conflits. Les conflits qui ont explosé en Croatie, en Yougoslave, au Belarus, en Éthiopie, au Mozambique et au Nigeria ont tous été versés au débat. Maintenir la cohésion des Églises dans l'esprit de l'« unité dans la diversité », voilà une tâche redoutable. Dans certains cas, le Comité exécutif a jugé plus sage de laisser les différends irrésolus suivre leur cours, plutôt que de forcer la réunion ou la réconciliation.

Au cours de ces consultations, des discussions parfois gênantes ont révélé que les souvenirs du passé colonial hantent toujours les mémoires et handicapent les relations actuelles. Même si on peut imaginer de nouveaux modèles de coopération fondés sur le partenariat, l'accompagnement et les synodes compagnons, il persiste une attitude paternaliste entre colonisateur et colonisé, entre Église mère et Église fille. Ce qu'il faut, le plus souvent, c'est « guérir les mémoires » afin de libérer les Églises des fardeaux passés et de pouvoir définir une participation entre partenaires égaux.

### La guérison par la communion

---

Le DMD a aidé les Églises membres de la FLM dans les efforts qu'elles déploient pour soulager la souffrance dans un monde de violence et pour apporter la réconciliation dans les sociétés. Les Églises ont défendu les principes de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation et de justice pour tous, à commencer par les éléments les plus fragiles de la société. Les programmes du DMD ont permis aux Églises de ressentir les effets bien-faisants de la coopération, du partenariat et de l'accompagnement. Dans la communion, elles trouvent une source de soutien.

Le travail de guérison de la FLM s'organise autour de l'espoir eschatologique d'une vie épanouissante pour tous. A de nombreuses repri-

ses, les consultations régionales du DMD ont mis en lumière l'espoir et les attentes des Luthériens: trouver leur havre de paix, la sécurité dans leur communauté et l'hospitalité dans leur communion.

Les principes d'une économie néolibérale et la mondialisation ont apporté le désespoir aux collectivités et aux pays les plus vulnérables de notre planète. Des nations entières, des familles et des personnes se trouvent chaque année confrontées à une misère grandissante. Pour nombre d'entre eux, l'Église est aujourd'hui un dernier recours. Les Églises du sud ont appelé les Églises et leurs organisations rattachées à défier la mondialisation et à s'aligner sur les faibles et les vulnérables. La communion luthérienne devrait être un espace où l'individu a la possibilité et la capacité de maîtriser sa propre vie et son propre destin.

Les dirigeants de l'Église luthérienne dans toutes les régions ont exprimé leur soutien à la Décennie œcuménique Vaincre la violence. Toutes les congrégations, les Églises nationales et la communion dans son ensemble doivent devenir un lieu de sécurité pour les femmes, doivent protéger et défendre la cause des enfants, en particulier les enfants maltraités ou privés de leurs parents par le VIH/SIDA. La communion doit aussi témoigner du malheur des exclus (les personnes déplacées et les réfugiés, par exemple) et des catégories de personnes stigmatisées (les porteurs du VIH/SIDA et les personnes qui ont une orientation sexuelle différente). L'Église est appelée à défendre le droit de ces personnes vulnérables à être acceptées, à vivre en sécurité et dans des conditions de bien-être.

La communion doit aussi être le lieu où toutes les générations se reconnaissent et s'aident mutuellement à se sentir chez elles. Les programmes régionaux du DMD militent pour la prise en compte systématique des jeunes à tous les niveaux de la vie de l'Église et recommandent une interaction entre les jeunes et les dirigeants ecclésiastiques.

Pour que la communion connaisse l'unité et la guérison, elle doit accueillir en son sein et l'« étranger » et l'« autre », avec leur différence. Elle doit ouvrir ses bras à ceux qui ne croient pas, ou ne croient plus au Christ. Le témoignage restera unilatéral, il restera incomplet, si l'étranger n'est pas accepté et embrassé.





**De Hong Kong  
à Winnipeg**

